

International Affairs

N° 01 - MARS 2022

AUDIT

Projet de réforme de la réglementation en matière d'audit

Le délai de présentation des commentaires pour la [consultation sur l'amélioration des informations corporatives, audits et supervision](#) est arrivé à terme. La Commission européenne a reçu 219 réponses, pour la plupart d'organisations d'entreprises et d'entreprises. À la fin de l'année, la Commission devrait publier des propositions qui tiennent compte des réponses à cette consultation. La réponse d'Accountany Europe peut être consultée sur le [lien](#) suivant.

Nouveautés sur les propositions normatives de la Commission sur l'amélioration de la résilience aux cyberattaques. Proposition de directive COM (2020) 596 ([lien](#)) et proposition de règlement (COM (2020) 595) ([lien](#)). DORA.

Il n'y a aucune nouveauté importante dans ce dossier. Un [document](#) a été mis à disposition, qui résume les positions du Parlement et du Conseil, relatives à la proposition de directive. Ledit document contient des positions très divergentes, en rapport avec le cadre d'application ou non des auditeurs.

Train de mesures sur l'Union bancaire

Il est encore possible d'envoyer des [commentaires à la Commission européenne](#) sur ce train de mesures qui comprend la création, sous l'égide d'AEMF (Autorité européenne des marchés financiers), d'une plateforme qui réunit toutes les informations sur les activités et les produits que les entités sont tenues de présenter. Il comprend une proposition selon laquelle, à partir de 2026, les informations sur le registre d'audits, les sanctions imposées par les autorités compétentes et les rapports de transparence des sociétés d'audit soient accessibles. Le dossier a été transmis à la Commission des affaires économiques ECON et au Conseil, dont le groupe de travail de services financiers et l'union bancaire réaliseront les travaux d'analyse.

Audit des entités moins complexes ([lien](#)).

Le délai de présentation des commentaires relatifs à la proposition de l'IAASB de norme est arrivé à terme. L'IAASB commence à analyser les réponses reçues, qui englobent entre autres, celle de [l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España](#), [IOSCO](#), [CEAOB](#) et de [l'IFIAR](#).

Nouveautés dans d'autres pays

Portugal

Changements en matière de supervision des entités d'intérêt public (la définition est modifiée pour se centrer sur celles de risque élevé), ainsi que de questions relatives au registre des auditeurs et des sanctions ([Lien vers l'article](#)) ([lien](#) à CMVM).

Pays-Bas

- Agenda AFM 2022 : élargissement de la supervision des signatures d'audit ([lien](#)).
- Informer sur la fraude dans le rapport d'audit intégral des fonds cotés ([lien](#)).

Autres documents utiles

- IESBA Partie 2 : éthique dans un environnement numérique ([lien](#)).
- IESBA Q&A sur les dispositions relatives aux honoraires ([lien](#)).
- La NIA 600 (révisée) a été approuvée en décembre ([lien](#)). La prochaine approbation, de la part du PIOB est attendue.
- IFAC : modifications de concordance aux normes non NIA par les normes de qualité ([lien](#)).

INFORMATION CORPORATIVE

Nouveautés dans le déroulement de la procédure de la [Proposition de directive sur la divulgation des informations en matière de durabilité COM \(2021\)189](#).

Le traitement du dossier est en cours à la commission des affaires juridiques du Parlement européen, qui débat les amendements de compromis. Quant au Conseil, il a adopté une position qui sera la base de la négociation pendant les dialogues. La proposition du Conseil se caractérise par la séparation entre les auditeurs qui souhaitent prêter ce type de services et ceux qui veulent se limiter à réaliser un audit financier. Quant au Parlement, les discussions sont plus détaillées ; plus de 600 amendements au texte ont déjà été présentés, qui englobent des mesures très opposées à la proposition de la Commission. Au vu de ces discussions, Accountancy Europe a créé un forum de travail des membres, pour coordonner les actions des professionnels.

Publication de documents pour la bonne application des règlements délégués de taxonomie. Il s'agit du matériel d'application annoncé en réponse aux consultations envoyées par différentes organisations. Ils comprennent :

[Frequently asked questions](#) Updated January 2022.

[Draft Commission notice](#) on the interpretation of certain legal provisions of the Taxonomy Regulation Article 8 Disclosures Delegated Act on the reporting of eligible economic activities and assets (II).

Il y a d'autres publications dans ce domaine :

[Proposition du règlement délégué](#) complémentaire au RD sur le climat relatif à l'énergie nucléaire et au gaz.

Premiers avant-projets de travail d'**EFRAG** sur les normes d'information en matière de durabilité. L'ICJCE a intégré Marc Miralles au groupe d'experts qui analysera ces propositions à l'AcE. Vous trouverez [ici](#) des informations sur ce projet.

AUTRES SUJETS

Proposition sur la diligence raisonnable d'entreprise durable

La Commission (DG justice et consommateurs) a finalement publié sa proposition de directive pour aborder le sujet de la lutte contre le changement climatique et le respect des Droits de l'Homme au sein de l'entité, de ses filiales et de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que les responsabilités en cas de manquement. La [proposition](#) comprend des obligations pour les grandes entreprises de plus de 500 travailleurs et une facturation de 150 millions d'euros ou de plus 250 travailleurs et une facturation supérieure à 40 millions d'euros, générés dans des secteurs spécifiques (textile, agriculture et extraction de minéraux au sens large). Cette proposition pourrait s'élargir aux entités de pays tiers. Elle ne s'applique pas aux PME, mais il est probable que celles-ci soient concernées par les besoins de leurs clients et fournisseurs, aussi la proposition comprend l'obligation d'aider les PME tout au long du processus d'adaptation de leurs pratiques aux exigences de la directive. Les informations apportées par l'entité assujettie doivent être vérifiées par un vérificateur indépendant.

L'AcE accueille favorablement cette proposition, mais considère tout de même dans son [évaluation préliminaire](#) qu'il manque quelques améliorations et précisions, notamment en ce qui concerne les différentes propositions en cours, qui exigent la participation d'un vérificateur externe indépendant (propositions de directives sur la divulgation des informations en matière de développement durables et les obligations vertes).

Le document [Supply Chain Sustainability Assessment](#), publié en collaboration avec EGIAN, contient des exemples de pratiques liées à l'assurance de chaînes d'approvisionnement de sociétés professionnelles de petite dimension.

Autres documents utiles

- **La Commission adopte une proposition normative sur un taux d'imposition minimum pour les grands groupes multinationaux** ([lien](#)).
- **La Commission adopte une réglementation sur l'utilisation des entreprises écrans pour l'évasion fiscale** ([lien](#)).
- **EBA introduit une base de données centrale** pour lutter contre le blanchiment de capitaux ([lien](#)).

Bulletin numérique mensuel élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es



[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.